



## Déclaration préalable au CDEN du 11 octobre 2012

M. le Préfet, M. le Directeur Académique, M. Le Président du Conseil Général, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN

Malgré l'attribution en urgence de postes supplémentaires d'enseignants, la rentrée n'a guère été plus facile que les précédentes. Et pour cause ! Elle a été organisée par le précédent gouvernement dans une logique implacable de restriction budgétaire et de casse du Service Public. A l'UNSA Éducation, nous avons bien conscience que la situation ne pouvait être rétablie en quelques mois d'un coup de baguette magique, on ne peut effacer en quelques mois le fruit d'années de suppressions de postes. Notre département en sait quelque chose !

L'École de la République n'est certes plus présentée comme un fardeau coûteux mais comme un nécessaire investissement de la nation. Des recrutements importants sont annoncés mais ils ne résoudront pas eux seuls tous les maux de notre système éducatif.

De façon très pragmatique nous attendons de voir arriver ces nouveaux personnels, une de nos inquiétudes étant que le recrutement en nombre d'enseignants ne sera pas aussi aisé, tant la profession d'enseignant a été dévalorisée ces dernières années (au sens propre comme au sens figuré). Actuellement, notre métier manque clairement d'attractivité. Redonner sa priorité à l'école passera par une reconsidération de ses personnels, par des faits qui donneront sens aux mots ! Il est bon de rappeler, ici, que l'enseignant français est l'un des plus mal payés des pays de l'OCDE, selon un tout récent rapport.

Revenons-en à notre département : le nombre important d'écoles qui nous avaient sollicités à la rentrée nous avait clairement alarmés : la rentrée allait être difficile.

Dans le Premier degré, même si les 9 postes en plus utilisés pour les ajustements de rentrée ont représenté une bouffée d'oxygène pour quelques classes, d'autres, qui n'ont rien eu ou trop peu, sont asphyxiées dès ce début de rentrée.

Pour ces dernières, La rentrée a été pénible, les conditions d'accueil des enfants sont bien difficiles, sans parler des conditions de travail de nos collègues qui ont des effectifs très importants à gérer dès ce mois de septembre. Les exemples sont nombreux, notamment à l'est du département, mais pas exclusivement.

Comment peut-on accepter, dès ce mois de septembre, que nos collègues travaillent en élémentaire avec 30 élèves par classe et à plus forte raison avec 3 niveaux ? Comment peut-on laisser nos collègues de maternelle accueillir déjà bien plus de 30 élèves dans leur classe (et parfois bien plus).

Et que dire de la difficulté d'organiser les classes avec un demi-moyen supplémentaire (c'est très loin d'être évident), l'administration imposant parfois un fonctionnement quelque peu ubuesque qui s'apparente à un bricolage. Nous réclamons que la situation de ces trop nombreuses écoles en difficulté soit prise en compte et qu'on leur octroie des moyens pour fonctionner normalement. D'autant que les prévisions de l'administration qui prévoyait 353 élèves en moins ont été infirmées par le constat de rentrée.

Notre département a aussi fait l'actualité à l'Ouest du département avec l'impossibilité pour nos collègues d'installer leur septième classe obtenue suite à un ajustement de rentrée. Je veux bien évidemment parler de l'école élémentaire de Louannec qui a vu ses locaux occupés par l'école « Diwan » et qui n' a donc pu réellement installer sa classe que le 27 septembre ! Nous avons suivi et soutenu nos collègues tout au long de ces événements (localement en

allant sur place et aussi nationalement par le biais du Secrétaire Général du Se-UNSA). Le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils en avaient besoin tant ce contexte a été pesant, les pressions étant incessantes et multiples. Nous n'oublions pas qu'au milieu de cette agitation, il leur fallait continuer à travailler comme si tout était normal. Un soutien de l'administration aurait été le bienvenu et apprécié des collègues. Bravo aux enseignants d'avoir tenu le choc dans de telles conditions, bravo aussi aux parents de l'école publique d'avoir su garder leur calme dans un tel contexte. L'UNSA Éducation restera attentive à cette situation qui n'est pas réglée, loin de là.

Pour les moyens attribués dans l'académie de Rennes, nous avons vu la dotation en Heures Postes augmenter. Par contre, le volume en Heures Supplémentaires est encore trop important pour un fonctionnement normal des EPLE. Les divisions sont encore lourdes en effectif. Les Blocs de Moyens Provisoires inférieurs à 6 heures trop nombreux ne permettent pas à un enseignant de participer à la vie éducative normale d'un établissement. Les remplacements, les travaux en groupe ne peuvent pas être assurés dans tous les établissements.

Des classes de seconde sont très chargées ce qui a eu pour conséquence directe que les élèves refusés dans les lycées publics, faute de place, ont été accueillis dans le privé. Tout parent d'élèves qui souhaite inscrire ses enfants dans le service public d'Éducation devrait pouvoir le faire !

Pour les personnels, les dotations de postes d'infirmiers, d'assistants d'éducation, de CPE, d'AVS, et d'assistantes sociales sont encore insuffisants pour permettre à chaque élève une écoute et une aide bienveillante éducative nécessaire dans les établissements. Nous revendiquons un poste de documentaliste, de CPE et d'infirmière par établissement, ce qui est loin d'être le cas actuellement.

Pour les stagiaires, si quelques moyens ont été dégagés, nous sommes encore loin d'une formation professionnelle.

Réhabiliter la pédagogie, construire la formation initiale et continue, redessiner les missions des professeurs, retravailler les programmes et revitaliser le socle commun, redéfinir les rythmes scolaires, revitaliser le métier d'enseignant et de tous les personnels sont des enjeux majeurs.

Il faudra d'autant plus de détermination et de courage politique que le contexte économique accorde peu de marges de manœuvre.

L'UNSA Éducation mettra donc toute son énergie et ses exigences pour que le projet crucial de la refondation de l'École de la République permette enfin la réussite, l'insertion sociale et professionnelle de chaque jeune qu'elle appelle de ses vœux.

Je vous remercie de votre attention.